



7^{ème} Forum mondial de l'eau de Daegu-Gyeongbuk (Corée du Sud) 12 – 17 avril 2015

Bilan partagé des délégués présents du Partenariat Français pour l'Eau

4 mai 2015

Quelques chiffres

Le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau s'est déroulé du 12 au 17 avril 2015 dans les villes de Daegu et Gyeongju en Corée du Sud sous le thème l'« Eau pour notre futur » et a réuni 14.000 participants (30.000 entrées) issus de 168 pays intégrant 9 Chefs d'Etat, 80 ministres et 100 délégations ministérielles. On notera que la participation a été plus faible que dans les deux Forums précédents, la Chine et le Japon étant très peu représentés du fait des relations tendues avec la Corée du Sud.

Plus de 200 représentants français, positionnés dans les différents collèges du PFE, de l'humanitaire aux grands groupes, ont participé démontrant ainsi leur volonté de peser sur les débats internationaux dans la continuité du Forum de Marseille tenu en 2012. La délégation officielle française était présidée par l'Ambassadeur délégué à l'environnement, M.X.Sticker.

Ouverture officielle du Forum

Mme Park, Présidente de la République de Corée du Sud, a fait une déclaration très engagée sur le fort objectif d'aide au développement fixé par son pays et sur le facteur de paix que représente l'eau au niveau mondial et pour les deux Corées.

Bilan des différents processus du Forum

Dans la continuité du Forum de Marseille, qui était consacré aux solutions, cette édition sud-coréenne s'est concentrée sur leur mise en œuvre, à travers l'action et l'innovation scientifique et technique.

Au sein du **processus politique, les ministres** ont adopté une déclaration réaffirmant le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement, adopté en 2014 par l'Assemblée Générale des Nations unies, et demandant un Objectif post 2015 et des cibles spécifiques à l'eau prenant en compte l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, la gestion intégrée des ressources en eau par bassin versant, y compris transfrontaliers, les synergies entre les politiques de l'eau et de sécurité alimentaire et énergétique.

Cette déclaration appelle également à une mobilisation pour la prise en compte de l'eau dans l'accord qui sera adopté lors de la 21^{ème} Conférence des Parties sur le climat prévue à Paris en novembre-décembre 2015 (COP21) et au renforcement de la résilience des politiques face aux catastrophes liées à l'eau. Elle se situe en retrait de la Déclaration du Forum de Marseille quant à la place de la réponse aux crises, et se limite aux catastrophes naturelles sans aborder les

situations de conflits. Par ailleurs, elle reconnaît l'importance de la coopération internationale et de la science et de la technologie.

Elle fixe enfin une continuité entre les Forums de Marseille (2012), Daegu-Gyeongbuk (2015) et Brasilia (2018) en mettant en place des Implementation Roadmaps thématiques portées par un organisme « champion » sur différentes thématiques prioritaires. Cette excellente initiative, qui n'avait pu être finalisée au Forum de Marseille, nécessitera un investissement de la Corée, du Conseil Mondial de l'Eau et du Brésil, futur hôte du Forum en mars 2018.

Le processus politique a conduit également **les 80 parlementaires** présents à adopter une déclaration invitant les Parlements nationaux à adopter des législations et des budgets conséquents sur l'eau en ligne avec l'Agenda post 2015 et le dérèglement climatique et à la mise en place effective du Helpdesk (Portail parlementaire) et d'un Réseau international de parlementaires.

Ce processus a enfin conduit **les 100 élus locaux et régionaux** présents à adopter le "Daegu-Gyeongbuk Water Action for Sustainable Cities and Regions" visant à renforcer la résilience des politiques de l'eau dans les villes et régions au regard des catastrophes de plus en plus nombreuses.

Le bilan des **processus régional et thématique** est mitigé, du fait d'une faible participation internationale. Les thématiques de la gouvernance, de la gestion intégrée de la ressource en eau, de la formation/éducation, du développement de connaissance scientifique et du financement y sont apparues comme les plus développées.

Le **processus science et technologie** a eu une consonance très coréenne et asiatique en mettant en avant la technologie comme réponse principale aux défis de l'eau au plan international. Les acteurs français se sont engagés pour que ce processus prenne en compte, au-delà des innovations technologiques, les innovations sociales, environnementales et économiques. Ceci étant, les résultats sont restés en-deçà de leurs attentes.

Organisé à l'écart du Forum principal, **le Forum citoyen** n'a malheureusement pas été suffisamment valorisé en dehors du festival de films sur l'eau (RIEC). Ce Forum citoyen et ce Forum en général ont été marqués par une très forte participation des jeunes, qui apparaissent désormais comme une nouvelle voix qui pèse au sein de la société civile.

De façon générale, les ONGs locales et internationales ont été insuffisamment représentées du fait d'une prise en charge limitée par les organisateurs du Forum.

La couverture médiatique de l'évènement a été minimale pour cette édition.

Point de vue français sur ce Forum au vu des attentes formulées

Les attentes des acteurs français vis-à-vis du Forum étaient liées aux trois messages collectifs du Partenariat Français pour l'Eau pour le 7^{ème} Forum de l'Eau :



En ce qui concerne la valorisation des savoir-faire français, la forte participation française a permis une visibilité maximale dans les différents processus et événements ainsi que sur l'Espace France et une mise en valeur du savoir-faire collectif de nos acteurs ainsi que leurs expertises spécifiques. Ce Forum aura aussi permis aux acteurs français de prendre connaissance de véritables savoir-faire de nombreux pays étrangers sur des sujets très différents, comme par exemple, la formation ou l'ingénierie écologique.

En ce qui concerne le message relatif à l'Agenda post 2015, l'ambition française a été largement atteinte avec de nombreuses adhésions dans les différents processus, notamment le processus politique, à un Objectif et à des cibles spécifiques à l'eau fondés sur les propositions de l'open Working Group. On notera par contre que ces appels n'ont pas perçu à sa juste valeur la nécessité de promouvoir la mise en place d'un système de monitoring fondés sur des indicateurs robustes et ambitieux. Ceci montre la **nécessité pour les membres du PFE de poursuivre et amplifier le travail engagé sur les indicateurs relatifs à l'eau et de porter leurs contributions dans les instances onusiennes, en particulier leur Commission statistique.**

En ce qui concerne le message lié au climat, les résultats obtenus du Forum sont très en deçà des attentes françaises même si les déclarations politiques appellent à ce que l'eau trouvent sa place dans la COP 21. Il n'est pas certain que ces déclarations puissent valablement servir de message sur l'eau et le climat pour la COP 21. Ainsi, il n'y a pas beaucoup de précision aujourd'hui sur la façon dont l'eau sera traitée pendant le COP 21 et de quelle manière un message du Forum pourra être transmis.

Le Forum a montré que de nombreux acteurs, du sud comme du nord, ont déploré le fait que l'eau n'est pas un thème prévu dans le texte en préparation du futur Accord intergouvernemental de Paris. Le gouvernement des Pays-Bas, représenté par sa Ministre de l'environnement, a pris une initiative pour soutenir la Banque mondiale à mettre en place un agenda international sur l'eau et l'adaptation. Il a également annoncé qu'il pourrait organiser pendant la COP 21 avec différents partenaires un Action Day permettant de mettre en scène médiatiquement des actions climato-compatibles dans le secteur de l'eau.

On notera que les parlementaires français ont dû batailler ferme pour que la déclaration des parlementaires intègre une mention comme quoi l'eau doit être prise en compte dans les négociations sur le climat comme un élément central de l'adaptation et soit une priorité dans les fonds financiers dédiés. Le Conseil mondial de l'eau n'a pas intégré à ce stade ce sujet dans sa communication.

Les membres du PFE vont devoir, avec leurs partenaires internationaux concernés, mettre en place une véritable stratégie pour que l'eau soit pleinement intégrée dans les

différents piliers et lors d'événements au sein de la COP 21 (idée d'un Journée dédiée). La mobilisation du gouvernement français en ce sens sera nécessaire.

Le Forum a permis une évolution favorable en matière de **gestion intégrée des ressources en eau avec la reconnaissance pour la première fois dans la déclaration ministérielle de la gestion par bassin versant**, pour laquelle la France a développé une expertise mondialement reconnue. En tant que cadre de référence permettant de fédérer l'ensemble des acteurs impliqués et socle réunissant toutes les dimensions et usages de l'eau, le bassin versant est en effet apparu comme la dimension idéale pour la mise en œuvre d'actions en faveur du développement durable et du climat. Dans ce domaine, **la France entend donc se positionner comme disposant d'une expérience incontournable.**

A l'occasion de ce Forum Mondial de l'Eau, le PFE a adhéré à la Charte fixant les orientations pour une bonne **gouvernance** élaborée par l'OCDE dans le cadre de travaux multi-acteurs qu'il mène depuis de nombreuses années.

Les acteurs français se retrouvent dans le **principe des 3T** en matière de financement - Tarifs, Taxes and Transfert - réaffirmés lors du Forum et mettant en avant la nécessité de trouver majoritairement les financements dans les pays eux-mêmes tout en développant des mécanismes innovants (taxes sur les transactions immobilières par exemple).

Par ailleurs, **l'assainissement**, thématique forte des acteurs français depuis de nombreuses années, a fait l'objet d'une attention soutenue au sein du Forum sous toutes ses dimensions : l'accès aux toilettes et le droit à l'assainissement, la gestion des boues de vidange pour la filière assainissement autonome, l'évacuation et le traitement des eaux usées, la réutilisation et la valorisation des sous-produits et l'insertion de toute cette réflexion dans le développement urbain. Les processus préparatoires à ce thème ont mobilisés une grande diversité d'acteurs de tous les continents et les sessions ont rassemblé de nombreux participants.

Enfin, la thématique des **réponses aux situations d'urgence** a été largement abordée dans ce Forum. L'ensemble de la société civile française a apprécié l'intervention de M. Loïc Fauchon lors du High Level Panel sur 'Eau & Catastrophes', qui a insisté sur le fait de prendre en compte les réponses humanitaires tout en renforçant les capacités des institutions et populations à mieux se préparer aux crises humanitaires et aux les phases de réhabilitation et construction adaptées au contexte.

L'Espace France : un lieu d'échanges entre acteurs français et avec les acteurs internationaux

L'Espace France, coordonné par le PFE, avait pour ambition, sur la partie exposition du Forum, de permettre aux acteurs français de mener des débats avec leurs partenaires internationaux sur tous les sujets liés à l'eau : dérèglement climatique, Agenda post 2015, sécurité alimentaire, villes durables, énergie... et de diffuser une information à travers 5 publications collectives PFE liées aux messages de ses membres.

Placé sous le signe du digital, de l'innovation et de l'avancée technologique, ce lieu de rencontres et de réflexions convivial a aussi permis aux visiteurs de découvrir le nouvel outil numérique de partage de savoir-faire du PFE, Water Expertise France (www.water-expertise-france.fr), un portail technologique permettant de découvrir les réalisations et les projets collaboratifs et innovants des différents acteurs français en France et à l'international.

L'activité de l'Espace France et du Forum était communiquée via un Journal Télévisé relayé sur le nouveau site web du Partenariat Français pour l'Eau (www.partenariat-francais-eau.fr) et son compte Twitter (@PFE_FWP, fil de discussion hashtag #WWWF7France).

L'Espace France a accueilli en permanence un nombreux public pendant toute la durée du Forum, à l'image de sa cérémonie d'ouverture associant de nombreuses personnalités françaises et étrangères, et s'est distingué par son dynamisme, à l'image des 200 membres qui composaient la délégation française. Cette cérémonie fut l'occasion de faire le bilan des engagements pris par les acteurs français au Forum de Marseille ; celui-ci montre que plus de 80 % d'entre eux avaient été mis en œuvre ou étaient en voie de l'être.

Les 13 side-events qui ont été organisés sur l'Espace France ont permis des échanges fructueux tout au long de la semaine. Au sein de ceux-ci, le caractère innovant et exemplaire de l'initiative française du 1 % de la **loi Oudin Santini** a été reconnu par les Nations unies avec la délivrance d'un certificat du GWS au Programme Solidarité Eau.

Une équipe de France soudée et très mobilisée

Durant cinq jours, cette équipe de France de l'eau a participé aux trois volets du processus politique - ministériel, parlementaire et autorités locales et régionales - à 51 sessions thématiques sur un total de 104, à une dizaine de sessions science et technologie et a co-organisé le processus régional Europe.

Le PFE a par ailleurs organisé avec le Cercle Français de l'Eau et l'AIMF un très suivi petit déjeuner débat francophone le 14 avril 2015 sur les deux thèmes majeurs de l'année 2015, l'Agenda post 2015 et le climat montrant tout l'intérêt de **travailler plus fortement avec la Francophonie à l'avenir**.

Le 16 avril, une cérémonie, très largement suivie, de clôture de l'Espace France a été organisée par le PFE, avec en exclusivité un message vidéo de la Ministre Française de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Ségolène Royal. Mme Royal a déclaré « L'eau doit être au cœur de la préparation des travaux de l'agenda 2015 et de la Conférence des Nations Unies sur le climat, Paris 2015 ». Elle a salué le travail des 200 membres de la délégation française qui ont porté les messages de la France en Corée et leur a donné rendez-vous à l'occasion de la COP21.

Conclusion

Les termes de référence établis pour le plan d'action du PFE pour ce Forum avec l'ensemble de ses membres et ses bailleurs de fonds a été mis en œuvre de façon scrupuleuse, en particulier sur le plan financier puisque les équilibres sont respectés.

L'esprit collectif et convivial qui a régné au sein de la délégation française pendant toute la durée du Forum devrait permettre la mise en place d'actions efficaces dans la perspective en 2015 de l'adoption de l'Agenda post 2015 et de la COP 21 et, à plus long terme, du développement des activités du PFE pour la période 2016-2018.

Les résultats du Forum lui-même semblent plus mitigés et une attention particulière devra être portée par les acteurs français, en priorité par les Gouverneurs français du Conseil mondial de l'eau, aux évolutions de ce Conseil et à la mise en place des actions décidées en Corée.

Il serait pertinent, pour les éditions futures, de conduire une réflexion sur la présence et la représentation de la société civile dans les processus, le renforcement du processus régional et la visibilité globale de l'évènement (site web, presse, etc). De même, la dimension politique (très faible représentation institutionnelle française) devrait être reconsidérée, en l'absence d'une Conférence des Nations Unies sur le thème de l'eau.